

Nouvelle guerre dans l'est du Congo ?

RD CONGO Affrontements violents à Uvira entre l'armée et des miliciens Mai-Mai

- La nouvelle rébellion qui a éclaté dans le Sud-Kivu est-elle le début d'une guerre de libération ?
- Ou une autre manœuvre de diversion face à l'échéance électorale ?

L'alerte a été chaude à Uvira, sur la frontière entre la RDC et le Burundi. Alors que jeudi matin, des hommes armés, arrivant par bateau, attaquaient la ville qui fait la frontière avec le Burundi, l'armée congolaise a répliqué avec des armes lourdes et empêché les assaillants de pénétrer dans la ville. La Monusco, à l'aide d'hélicoptères de combat, a prêté main-forte aux soldats congolais.

Afin de prévenir un mouvement de panique qui aurait poussé la population d'Uvira à quitter la ville et à tenter de remonter vers Bukavu via la route dite des escarpements, la Monusco a refusé la formation d'un « couloir humanitaire » qui aurait permis l'exode. Les habitants d'Uvira, terrorisés, sont donc restés terrés chez eux et les enfants ne sont pas allés à l'école.

Les assaillants ont aussi essayé de prendre Uvira en attaquant la ville depuis des bateaux circulant sur le lac Tanganyika, mais ils ont

été repoussés et deux embarcations auraient été coulées.

Se présentant comme des Mai-Mai Yakutumba, les assaillants se réclament de la Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo, CNPSC. Celle-ci repose essentiellement sur le groupe formé par le commandant William Amuri Yakutumba qui a quitté l'armée congolaise en 2007. Le mouvement, qui assure réclamer le départ de Kabila opère dans la région de Fizi et du

Maniema, des zones où était naguère installé le PRP, Parti de la révolution populaire, présent dans le maquis créé par Laurent-Désiré Kabila, père du président actuel.

Une fois de plus, c'est l'Est du Congo qui pourrait être la poudrière d'où viendra la déflagration fatale.

A l'heure actuelle, le mouvement CNPSC suscite encore des supputations : la première, la plus évidente, est que ce nouveau groupe, mieux armé et semble-t-il mieux formé que ses prédécesseurs, se réfère à l'article 64 de la Constitution congolaise, qui autorise tout citoyen à s'opposer aux violations de la Constitution. Ces combattants dénonceraient donc les tentatives du président Kabila de se maintenir au pouvoir et ils auraient été rejoints par des groupes d'opposants burundais armés.

Opérant dans les régions du Sud-Kivu et du Maniema où se

trouvent de nombreux gisements aurifères, les Mai-Mai Yakutumba auraient aussi recruté des combattants parmi les populations locales qui s'estiment dépossédées de leur patrimoine par les grandes sociétés minières, dont la société canadienne Banro et une société chinoise. Banro, dont les convois ont été attaqués et qui a subi des prises d'otages, a d'ailleurs fait savoir qu'elle cessait, pour le moment au moins, ses activités dans la région.

Une fois de plus, c'est l'Est du Congo qui pourrait être la poudrière d'où viendra la déflagration fatale

Recrutant essentiellement parmi le groupe ethnique des Bembe, parmi lesquels plusieurs généraux qui avaient soutenu Laurent-Désiré Kabila, les Mai-Mai Yakutumba entretiennent aussi une hostilité ancienne à l'encontre des Banyamulenge, ces pasteurs tutsis vivant dans les hauts plateaux surplombant Uvira.

Or parmi les commandants militaires des FARDC déployés dans la région se trouvent un grand nombre de Banyamulenge, réputés pour leur fidélité au président Kabila. L'hostilité des Bembe est partagée dans la région d'Uvira par d'autres groupes ethniques, les Vira et les Fulero, qui craignent d'être dépossédés de leurs terres dans la plaine de la Ruzizi au profit de grands projets

agricoles.

Ce volet « ethnique » de la rébellion ouvre cependant la voie à une autre hypothèse : selon certaines sources, onusiennes entre autres, parmi les combattants qui ont attaqué Uvira, surprenant les observateurs par la qualité de leur armement et par leurs qualités tactiques, se trouveraient des ressortissants burundais et plus particulièrement des miliciens Imbonerakure, redoutable force d'appoint du régime du président burundais Pierre Nkurunziza.

Si ces miliciens burundais, sous couvert de prêter main-forte à une rébellion congolaise, pouvaient se déployer le long de la rive du lac Tanganyika et dans la ville d'Uvira, ils sécuriseraient la frontière du Burundi lui-même, où le président Nkurunziza redoute toujours des attaques armées qui seraient menées depuis le territoire congolais.

En déployant ses fidèles de l'autre côté de la frontière, Nkurunziza se constituerait ainsi une « zone tampon » et réussirait à régionaliser le conflit. Cependant, les porte-parole de la nouvelle rébellion ont déjà catégoriquement démenti la présence de combattants étrangers dans leurs rangs.

Les jours à venir révéleront sans doute le véritable visage de la nouvelle rébellion qui assiège Uvira, dont l'apparition pourrait donner le prétexte à la proclamation de l'état d'urgence. ■

COLETTE BRAECKMAN